
Résister à l'énergie du colonisateur : la lutte pour l'autonomie des communautés autochtones dans le centre-est de l'Inde

Dans le monde d'aujourd'hui, l'énergie est le moteur de la civilisation. Cependant, la relation entre l'énergie et le développement économique révèle un paradoxe à la base de nombreuses questions sociopolitiques. L'énergie influence les structures de pouvoir existantes au sein de la société, la politique et la culture, déterminant qui produit, qui possède, et qui est marginalisé.

L'énergie n'est pas simplement une question économique liée à la production d'électricité, ni uniquement une question de systèmes de distribution destinés à faciliter la consommation. Ce qui est en jeu, c'est ce que l'énergie signifie pour une communauté enracinée dans un environnement particulier, car elle est intimement liée à son alimentation, à ses moyens de subsistance, à sa santé et à ses pratiques collectives, et souvent à sa lutte pour les droits, la dignité et l'autonomie. Cet article explore ces nuances dans le contexte indien.

Nous nous concentrons sur l'ancien paysage forestier des collines de Rajmahal, qui s'élève depuis le fleuve Ganga, ainsi que sur ses vallées inférieures et ses plaines, qui s'étendent sur les États du Jharkhand et du Bengale occidental, dans le centre-est de l'Inde. Cette région accueille plusieurs communautés autochtones, dont les Santals, les Oraons et les Pahariyas.

Elles ont une longue histoire, souvent sanglante, de luttes pour la terre, les forêts et la nature, qui remonte à l'époque précoloniale. (1)

Pendant l'ère coloniale, ces communautés forestières ont poursuivi leur lutte contre l'invasion et la spoliation orchestrées par les forces coloniales à travers des transformations écologiques et démographiques. En 1765, la Compagnie britannique des Indes orientales a obtenu le *Diwani*, ou droits de gouvernance, marquant ainsi le début de la collecte directe des impôts dans la région. Quelques années plus tard, la Compagnie a introduit un nouveau système foncier tristement célèbre, appelé « Permanent Settlement » (Règlement permanent), qui déléguait l'autorité et la collecte des redevances foncières sur les terres et forêts autochtones à une nouvelle classe de grands propriétaires appelés *zamindars*. Ce système a détruit l'écologie et le mode de vie des communautés autochtones, en majorité des cultivateurs itinérants, au profit d'une agriculture sédentaire. (2) Cependant, le terrain boisé et accidenté de la région des hautes collines de Rajmahal se prêtait mal à une telle expansion agricole. Dans les collines de Rajmahal, les communautés autochtones *Pahariyas* étaient semi-nomades et pratiquaient souvent ce que l'on appelle localement le *Jum* (culture itinérante sur brûlis). (3) Elles étaient indépendantes et résistaient à toute domination extérieure. Les autorités coloniales peinaient à les soumettre, les qualifiant fréquemment de criminels et de barbares. (4)

Au début du XIXe siècle, pour pacifier la région, l'administration britannique a créé une zone appelée *Damin-i-Koh*, destinée à l'installation des *Santals*. Ces derniers, migrants d'autres régions du Jharkhand et du Bengale occidental, ont été amenés à *Damin-i-Koh* pour y défricher les forêts et devenir agriculteurs. (5) Cette politique a provoqué des tensions entre les *Pahariyas* et les *Santals*, tandis que les colons confinaient les habitants dans des zones d'installation, libérant leurs territoires

ancestraux pour de nouvelles activités coloniales comme l'agriculture à grande échelle.

Après la première lutte pour l'indépendance de l'Inde, en 1857, la pression sur les terres tribales s'est intensifiée, tandis que l'expansion coloniale se poursuivait à un rythme soutenu. Même les zones d'installation des Santals ont été envahies par les Britanniques. Cette situation a donné lieu à des soulèvements, petits et grands, et l'État colonial a tenté de calmer les tensions en introduisant de nouvelles politiques. Il a mis en place plusieurs réformes judiciaires et administratives qui ont offert aux populations tribales un système foncier plus sûr et une certaine protection contre l'accaparement des terres par des populations non tribales. (6) En outre, le gouvernement colonial a déclaré qu'une partie considérable du centre-est et du centre de l'Inde était des « territoires exclus », ce qui signifiait, du moins sur le papier, que l'État n'interviendrait pas dans les affaires quotidiennes des communautés.

Malgré ces réformes, l'autonomie tribale est restée constamment menacée. L'accaparement des terres s'est poursuivi, même après l'indépendance de l'Inde en 1947. Au nom de « l'intérêt national », de gigantesques projets d'infrastructure, d'industrie et d'énergie, tels que des grands barrages, des centrales thermiques et des installations minières, ont été mis en œuvre, empiétant sur les forêts, les terres agricoles et les terres communautaires dans l'ensemble du pays.

Terre, énergie et communauté : la situation actuelle

L'ordre mondial a changé au XXI^e siècle ; néanmoins, dans le paysage commun du Jharkhand, du Bengale et du Bihar, la lutte séculaire des populations tribales pour défendre leurs terres et leurs vies face aux menaces extérieures se poursuit.

Dans le **district de Godda**, par exemple, les propriétaires terriens locaux ont fait l'objet de poursuites pénales après avoir protesté et entamé des actions en justice contre leur déplacement forcé pour la construction de la centrale thermique de Godda. C'est en 2016 que le groupe Adani a demandé l'autorisation de construire cette centrale thermique de 1 600 MW. Dès 2017, 371 hectares avaient été acquis, affectant de nombreux villages. En 2023, la première tranche de 800 MW a été mise en service. Ce projet, le premier à bénéficier du statut de zone économique spéciale (SEZ), visait à exporter de l'électricité vers le Bangladesh. Toutefois, le groupe Adani peut désormais aussi la vendre sur le marché national (7).

En 2008, dans le **district de Dumka**, la police a ouvert le feu sur une manifestation pacifique de populations tribales opposées à une centrale à charbon de 1 000 MW appartenant au groupe Sanjiv Goenka, blessant plusieurs participants et en arrêtant d'autres. (8)

Dans le **district de Birbhum**, au Bengale occidental, prolongement des collines de Rajmahal, le projet minier de charbon Deocha-Pachami-Dewanganj-Harisingha, une initiative de 12 000 milliards de crores (environ 1,45 milliard de dollars) menace de déplacer près de 18 000 personnes et suscite une vive contestation. Malgré des promesses d'indemnisation, les propriétaires fonciers refusent de partir et exigent un traitement équitable. Depuis 2019, les manifestations menées par des communautés tribales et locales ont mis en lumière l'absence de consultation des conseils villageois autonomes des communautés tribales et dalits lors du processus d'acquisition des terres et de réinstallation, entraînant une suspension des travaux miniers. (9) (10)

Alors que ces projets se multiplient, ils accentuent la tension entre destruction écologique et dépossession des populations. Dans cet environnement disputé, la promesse de développement, fondée sur une demande énergétique croissante, se heurte à une forte résistance des communautés

Régénération des paysages par les communautés des collines de Rajmahal

La communauté Pahariya, tout comme les Santals et d'autres communautés tribales installées dans la région des collines de Rajmahal, utilise depuis longtemps des sources naturelles situées au sommet des collines pour ses besoins en eau. Toutefois, ces dernières années, une déforestation intense a entraîné l'assèchement de ces sources, provoquant une grave pénurie d'eau dans la plupart des villages d'altitude.

Les communautés ont subi de plein fouet les effets de cette crise : *« En raison de la pénurie d'eau et de la déforestation, les habitants des villages souffraient d'une pénurie de nourriture et de malnutrition ; cette situation dramatique nous a poussés à agir par nos propres moyens et efforts »*, a déclaré Subasini Soren, militante autochtone de la région. Elle ajoute : *« Il ne s'agit pas seulement de nourriture, mais aussi de savoir comment protéger nos jungles et nos sources d'eau, car sans elles, nous ne pouvons pas survivre. »* Sunita Paharia, du village de Bodopahar, ajoute avec colère : *« Les gens de l'extérieur ne comprennent pas la gravité du problème. Les arbres et les habitants mouraient ici. »*

Pour faire face à cette crise, une initiative collective a été lancée en 2018. Portée par le groupe local Jharkhand Vikas Parishad (JVP), elle a débuté dans le village de Nipania. Grâce au soutien actif des jeunes volontaires du JVP et des jeunes du village, les habitants ont participé régulièrement à des réunions pour assurer une planification participative efficace. (12) Sunita raconte : *« Au départ, nous n'avions pas une vision très claire. Malgré tout, nous avons commencé à réunir les gens au sein du Gram Sabha, notre conseil villageois autonome. Une résolution a ensuite été adoptée. Nous avons essayé de travailler de manière que tous les membres de la communauté puissent s'approprier le projet et que l'autonomie puisse devenir une réalité. »*

Subasini ajoute : *« Les femmes ont été majoritairement impliquées tout au long du projet. En réalité, elles ont été les premières à ressentir profondément ce que signifie ne pas avoir d'eau. Elles ont décidé d'aller ensemble chercher de l'eau à des sources lointaines pour leurs familles et leurs animaux domestiques : ce sont elles qui ont d'abord été touchées par cette crise, et elles ont porté le changement à bras-le-corps. »*

Partha Dey, un militant social originaire du Bengale occidental qui accompagne la communauté dans cette affaire, ajoute : *« Au départ, l'ensemble de l'initiative est essentiel pour comprendre quel type d'autonomie sociopolitique est nécessaire à l'autonomisation des communautés dans des domaines tels que l'énergie et l'alimentation, et comment cela se traduit sur le terrain par une plus grande implication des gens et leur appropriation du travail. »*

Les efforts de restauration du paysage ont ciblé les zones de crête au sommet des collines pour améliorer la recharge des eaux souterraines dans les vallées. L'installation de canalisations d'eau depuis des sources éloignées a permis d'apporter un soulagement immédiat et de réveiller l'espoir de la population.

Damu Paharia, du village de Bodopahar, explique : *« Lorsque nous avons commencé à travailler sur un bassin versant, cela a donné des idées aux habitants de villages voisins. Ils ont également organisé une réunion du Gram Sabha pour démarrer des travaux similaires dans d'autres bassins versants. »* Outre le bassin versant de la Sarunala, plusieurs affluents de la rivière Bansloi ont été pris en compte. L'initiative s'est à terme étendue à 75 villages des communautés Paharia et Santal.

Les villageois ont progressivement adopté des méthodes traditionnelles de conservation de l'eau des sols : murets de pierre, barrages de retenue, petites structures de retenue dans les ravines (« gully plugs ») et étangs.

Selon Damu, dans les villages situés en aval du bassin versant, les habitants ont également augmenté la profondeur des étangs et des plans d'eau existants et creusé de nouveaux lacs pour stocker l'eau issue des hauteurs pendant chaque mousson. Sujit Choudhury, géologue et ingénieur de formation, très impliqué dans les aspects techniques des travaux de restauration du bassin versant, explique : « *Nous avons décomposé le bassin versant de la rivière Bansloi en micro-bassins versants, comme celui de Sarunala. Les villageois de chaque bassin versant se sont occupés de leur secteur local. C'est ce processus local et communautaire de soin apporté à la terre et à l'eau qui a été la clé de toute cette démarche.* »

« *Lorsque les canaux ont commencé à se remplir et que les champs sont redevenus un peu humides, nous avons lancé une campagne de plantations d'espèces locales : légumes, fruits et arbres. En parallèle, nous avons commencé à collecter des graines, que les jeunes filles et garçons ont utilisées pour fabriquer des boules de graines. Ils les ont ensuite dispersées dans les zones déboisées près des limites forestières traditionnelles. Après les premières pluies de la saison, on a vu germer de nombreuses plantes, et maintenant elles poussent* », raconte Subasini, qui décrit cette transformation avec enthousiasme.

Sunita ajoute aussi : « *Désormais, nous pouvons cultiver davantage, nous pouvons nous laver comme nous le souhaitons, et notre bétail peut également vivre paisiblement. Nos champs produisent plus de riz, de maïs et de légumineuses (lentilles, pois chiches). C'est un gros changement pour nous.* » Ainsi, les efforts soutenus des villageois ont permis peu à peu de restaurer le cycle hydrologique local et l'écosystème et d'améliorer la vie et les moyens de subsistance. Damu affirme : « *Nous surveillons les canaux, nous en prenons soin et, en plus, nous informons les gens par des rassemblements et des réunions.* » Les jeunes sont devenus une force motrice, organisant des événements tels que des rencontres agricoles, des matchs de tir à l'arc et de football, ainsi que le populaire rallye Jal Jatra (sensibilisation aux bassins hydrographiques). Leur engagement actif a attiré l'attention et renforcé l'initiative. (13)

Encore une fois, Subasini explique : « *Maintenant, les gens utilisent leurs méthodes traditionnelles de rotation des cultures. Ils cultivent — du dhan (riz), du til, du tisi, du sarso (trois plantes oléagineuses), etc. Ils les consomment et vendent l'excédent au haat (marché local).* »

Développement énergétique ou lutte pour l'autonomie ?

Selon Subasini, le village ne dispose pas d'un approvisionnement électrique suffisant ni d'autres équipements que l'on associe souvent aux indicateurs de développement. Il est intéressant de noter que le Jharkhand est le premier producteur de charbon de l'Inde. (14) Selon les données de l'Autorité centrale de l'électricité concernant la capacité installée des États, le Jharkhand disposait d'une capacité installée totale de 4 556,42 MW en novembre 2021, dont la majeure partie (4 250 MW) provenait de sources thermiques, tandis qu'une plus petite partie, environ 300 MW, provenait de sources non thermiques. (15)

Partha exprime son indignation : « *D'un côté, le gouvernement encourage les plantations privées, y compris le reboisement par des entreprises, au Jharkhand. De l'autre, il construit des routes, des bâtiments et même des latrines en béton au nom du développement communautaire. Mais paradoxalement, les habitants peinent à utiliser ces infrastructures dans des zones sans nappe*

phréatique ni autres ressources en eau. Parallèlement, de vastes autoroutes à quatre voies, des installations minières et des barrages sont mis en chantier. Ce « développement » profite-t-il vraiment aux communautés locales ? En quoi ce développement basé sur l'énergie favorise-t-il une véritable autonomie locale, permettant aux communautés et à leurs forêts de survivre ? »

Mithilesh Kumar, militant de longue date pour la gouvernance communautaire des forêts et les droits des peuples autochtones au Jharkhand, décrit la complexité de la situation ainsi : *« Depuis les mines, le charbon est acheminé directement vers les centrales thermiques, qui produisent de l'électricité. Mais à qui cela profite-t-il ? Les régions tribales du Jharkhand souffrent de cette logique. En outre, elles n'ont souvent pas accès à l'électricité. La plus grande difficulté est que les populations souffrent de la contamination de l'eau potable et d'une mauvaise santé partout où il y a des mines à ciel ouvert. L'environnement se dégrade également et les animaux sauvages s'enfuient. Les gens sont contraints de recourir à des monocultures, ils n'ont plus accès à la nourriture issue de la forêt, ni à la pêche en raison de la désertification de la région. »*

Cela soulève les questions fondamentales de l'alimentation, de la nutrition et de la santé, dans le contexte de ce que représente l'énergie, ou sa production accélérée, pour une communauté. Et Subasini nous donne la réponse. Elle insiste : *« Mais nous avons créé tout ce que signifie le développement pour nous, pour les communautés tribales – les jungles, l'eau, la nourriture et la culture – par notre travail et notre amour. »* Mithilesh renchérit : *« Ils peuvent vivre sans électricité, mais pas sans leur sourire et leur satisfaction liés à leur culture et à leurs forêts ; sans le retour des forêts et de l'eau, la communauté ne survivra pas. En fait, si les populations tribales veulent lutter, c'est pour cette autonomie sur leurs terres et leur société. »*

Damu partage le point de vue de Sunita : *« Les gens doivent réfléchir à ce qu'ils veulent vraiment ; ils ne devraient pas s'en remettre uniquement à des programmes ou à des incitations. Ici, nous ne dépendons pas de l'électricité ou de l'énergie solaire pour l'irrigation. Depuis l'époque de nos ancêtres, nous utilisons la pluie et les rivières, et nous devons réactiver ce lien. Nous devons écouter la nature. Notre agriculture dépend de cette compréhension. Nous devons reconstruire le village en nous concentrant sur notre relation avec la terre, l'eau et l'air. Ces éléments représentent tout pour nous, ils nous permettent de cultiver notre nourriture et de vivre heureux. »*

La voix déterminée de Subasini poursuit : *« Lors d'une récente visite sur les sites miniers des environs, j'ai constaté que l'extraction du charbon se faisait en rasant les jungles et les terres agricoles, en déplaçant les communautés, pas seulement les personnes, mais aussi leurs cultures et leur histoire. Et l'État tente de nous convaincre que cette énergie est au service de notre développement ! Mais il essaie de nous tromper. Il peut nous offrir des téléphones portables et d'autres gadgets numériques pour nous faire oublier ce dont nous avons réellement besoin pour survivre sur cette Terre. »* Elle conclut en posant la même vieille question : *« Cette énergie, qui pèse sur nos vies et nos forêts, à qui est-elle destinée ? A ceux qui la vendent pour le profit et nous poussent à nous engouffrer dans un monde numérique clinquant de dupes ? »*

Du Jharkhand à l'autre extrémité du monde, les politiques agressives visant à promouvoir l'exploitation minière pour produire de l'électricité conduisent à l'épuisement des ressources naturelles, menaçant l'existence même des communautés. Le cycle se poursuit sans tenir compte de la diversité inhérente aux communautés, de leur histoire culturelle et de leur écologie. L'histoire des collines de Rajmahal, que nous avons brièvement retracée ici, signale une rupture dans ce cycle : d'une part, elle rejette la conception coloniale de l'énergie, en refusant l'extractivisme et l'accaparement des terres, et d'autre part, elle situe l'énergie dans un espace communautaire, en la reliant à la restauration des forêts, aux bassins versants et à la production alimentaire. Pour ce

paysage des collines de Rajmahal — fortement colonisé, marqué et ravagé depuis longtemps — cela représente une autre vision du monde : celle des biens communs, de l'autonomie sociopolitique et de la démocratie de terrain.

Tithi Roy

Kolkata, Inde

Elle est chercheuse et militante indépendante. Elle travaille avec les communautés forestières de l'Himalaya au nord du Bengale].

Referências:

- (1) À travers l'histoire, l'écologie et l'espace, les peuples autochtones de l'Inde ont continué à défendre leurs forêts, en particulier dans le centre et le centre-est de l'Inde, qui comprend les provinces actuelles du Bengale occidental, du Jharkhand, de l'Odisha, du Chhattisgarh, du Madhya Pradesh et du Maharashtra. Parmi celles-ci, le Jharkhand se distingue par son histoire de luttes forestières, qui remonte à l'époque précoloniale, lorsque les rois et les chefs tribaux luttaient férociement contre la redoutable armée moghole. Voir Ghosh, S, (2006). Reinventing Forest Commons. Unpublished Research Paper.
- (2) Dutt, R. C, (2001). Economic History of India, Calcutta
- (3) Hunter, W. W, (1868). Annals of rural Bengal (édition de 1996, réimprimée). Kolkata.
- (4) Radhakrishna, M, (2001). Dishonoured By History: 'Criminal Tribes' and British Colonial Policy, Orient Longman, Hyderabad
- (5) Damin-i-Koh comprend actuellement les districts de Pakur, Godda, Dumka et Sahibganj du Jharkhand, adjacents au district de Birbhum du Bengale occidental Hunter, W. W. (1868). Annals of rural Bengal (édition de 1996, réimprimée). Kolkata.
- (6) A l'époque, cette situation a donné lieu à des soulèvements, petits et grands, et l'État colonial a tenté de calmer les tensions en introduisant de nouvelles politiques. Sous la pression, la Couronne britannique a introduit plusieurs réformes judiciaires et administratives, par exemple le Chota Nagpur Tenancy Act, 1908, et la reconnaissance de systèmes coutumiers tels que le Mundari Khunt Katti, qui ont tous deux fourni aux populations tribales des systèmes fonciers plus sûrs et une protection contre l'accaparement des terres par les populations non tribales. Voir Ghosh, S. (2010). The struggle for Indian forests. South Asian Journal 28, Lahore.
- (7) Land Conflict Watch (septembre 2024). [Jharkhand approves Adani's thermal plant, and farmers allege it violates the LARR Act.](#)
- (8) Guha Thakurta, P. (23 août 2024). [Adani's Godda coal-power plant and Bangladesh: Rule change on power exports benefits Modi's 'crony'. Adani Watch.](#)
- (9) Land Conflict Watch (septembre 2024). [Jharkhand approves Adani's thermal plant: farmers allege violation of LARR Act.](#)
- (10) NAPM & Sanhati (2008). [Reports on police firing in Dumka, Jharkhand: The site of a](#)

[controversial power and dam project. Sanhati.](#)

(11) Land Conflict Watch (Septembre 2016). [Tribespeople oppose land acquisition for the Deocha Pachami coal block in West Bengal.](#)

(12) IRBMS (Décembre 2024). [Reviving water resources in the Paharia villages of Rajmahal Hills.](#)

(13) Choudhury, S. (Août 2023). [Youth empowerment in watershed management in Jharkhand, India. IUCN News and Events.](#)

(14) Coal & Lignite Resource: <https://coal.gov.in/en/major-statistics/coal-reserves>

(15) Times of India (Décembre 2021). [Despite 144 Coal Mines & 7 Plants, power crisis turns bad to worse in Jharkhand](#)